



HAL
open science

**Edouard Herriot à la reconquête de Lyon (1945-1947).
De l'adversité à la réalisation de la coalescence des
centres.**

Yann Sambuis

► **To cite this version:**

Yann Sambuis. Edouard Herriot à la reconquête de Lyon (1945-1947). De l'adversité à la réalisation de la coalescence des centres.. Roland Saussac et Gilles Vergnon (dir.), Histoire(s) de Lyon et d'ailleurs. Mélanges en l'honneur de Bruno Benoit, Editions du Poutan, 2017, pp.145-151, 2017. halshs-03498839

HAL Id: halshs-03498839

<https://shs.hal.science/halshs-03498839>

Submitted on 7 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Edouard Herriot à la reconquête de Lyon (1945-1947). De l'adversité à la réalisation de la coalescence des centres.

Yann Sambuis, agrégé d'histoire, doctorant en histoire, Université Lyon 2, Larhra UMR 5190 dans Roland Saussac et Gilles Vergnon (dir.), *Histoire(s) de Lyon et d'ailleurs. Mélanges en l'honneur de Bruno Benoit*, Editions du Poutan, 2017, p. 145-151.

De retour à Lyon le 18 mai 1945, après avoir été successivement chassé du poste de maire qu'il occupait depuis 1905, assigné à résidence, emprisonné en France puis en Allemagne, Edouard Herriot retrouve une ville et un paysage politique profondément transformés par la guerre et la Libération.

S'il vient d'être réélu maire en son absence, la nouvelle classe politique qui émerge à la fin du conflit ne lui pardonne pas d'avoir été le président d'une Chambre des députés qui s'est sabordée en adoubant Pétain, symbole vivant d'une III^e République accusée de tous les maux. Après quarante ans de mairie, le vieux leader radical doit faire face à une opposition nouvelle, issue de la Résistance ou s'en réclamant, à la fois à l'intérieur de son propre camp – chez les radicaux, mais aussi à la mairie, où ces derniers ne sont pas majoritaires – et au sein des nouveaux partis créés à la Libération. Dans les deux ans et demi qui s'écoulent entre son retour et sa réélection à la mairie de Lyon, le 23 octobre 1947, Herriot doit ainsi se livrer à une véritable opération de reconquête de Lyon. Malgré une déroute évitée de justesse aux élections générales du 21 octobre 1945 – il n'obtient que 11,4 % des voix, ne devançant la liste de droite modérée que de 0,2 point, et n'est élu que grâce à la règle du « plus fort reste » – et un revers cinglant au référendum sur le changement de régime du 5 mai 1946 – le « non », synonyme de retour à la III^e République, soutenu par les radicaux, n'est approuvé que par 4 % des Français¹ et 4,9 % des Lyonnais² –, Herriot surmonte un à un les obstacles, faisant taire les critiques des Résistants et éliminant les oppositions au sein de son propre parti.

Cette reconquête de Lyon, à une période qui voit se succéder les scrutins, fournissant à l'historien un matériau exceptionnellement riche, est le point de départ de l'herriotisme d'après-guerre. Elle voit d'une part se confirmer le statut à part d'un maire devenu quasiment intouchable et, d'autre part, s'affirmer un modérantisme qui permet la réalisation de

¹ Bernard GIROUX, *La Presse lyonnaise et le referendum du 5 mai 1946*, Mémoire sous la direction de Bruno BENOIT, Lyon, Institut d'études politiques de Lyon, 1994, p. 118.

² Archives départementales du Rhône (ADR), 437W25. Bernard GIROUX (*op. cit.*, p. 118) indique pour sa part un score de 5,8 % à Lyon.

« coalescence des centres »³ lors des deux derniers mandats d'Herriot, entre gauche radicale et droite modérée.

Au sortir de la guerre, la classe politique française est décimée, que la cause en soit, selon les partis, la répression vichyste et allemande ou l'inéligibilité consécutive à l'épuration. Le nouveau monde qui émerge est dominé par une « référence fétiche, quasiment sacrée : celle de la Résistance »⁴.

Les années de la Libération sont en effet marquées par l'émergence d'hommes et de partis se réclamant de la Résistance à l'image de l'Union démocratique et sociale de la Résistance (U.D.S.R.) de René Pleven, deux fois Président du Conseil dans les années 1950. A Lyon, vingt-trois des cinquante-six candidats aux municipales du printemps 1945 sur la liste commune « d'Union républicaine et patriotique », se présentent sous la bannière de mouvements qui n'existaient pas avant la guerre, dont dix pour le Mouvement de libération nationale et six pour le M.R.P.⁵. Les candidats mettent en avant leur passé, par exemple en affichant leur pseudonyme de Résistant. Ainsi, Auguste Vistel, dit Alban, « directeur du journal *La Marseillaise*, président régional du C.D.L »⁶ se présente aux élections générales d'octobre 1945 à la tête d'une liste d'Union républicaine de la Résistance, et le Colonel Jonage – Gaston Joubert – mène une liste de la Résistance active, attaquant avec virulence Herriot et la III^e République⁷.

Ces nouveaux acteurs politiques se distinguent en effet par leur critique acerbe de la Troisième et de ses symboles, et notamment du parti radical réduit à l'état de « champ de ruines »⁸ à la Libération. Nombre de ses chefs sont en disgrâce, et si certains de ses membres ont résisté – Jean Zay ou, à Lyon, Justin Godart –, il reste malgré tout associé aux dernières années de l'entre-deux-guerres, « n'incarne pas l'avenir et ne répond pas à la soif de renouveau créée par la Résistance »⁹. Même à Lyon, bastion radical depuis la fin du XIX^e siècle, les critiques sont dures. Rollet, de l'Union patriotique de la Résistance, appelle à

³ Bruno BENOIT, *L'Identité politique de Lyon. Entre violences collectives et mémoire des élites (1786-1905)*, Paris, L'Harmattan, 1999, 239 pages.

⁴ Henry ROUSSO, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, p. 32

⁵ ADR, 437W52, chemise 2 « Situation avant le premier tour », Rapport 3546 du 25 avril 1945

⁶ ADR, 437W24, chemise « Notes sur la situation des partis avant les élections », note 11.459 du 16 octobre 1945

⁷ *Ibid.*, note 12.092 du 18 octobre 1945

⁸ Serge Berstein, cité par Bernard LACHAISE, « La reconstruction du parti radical », in Serge BERSTEIN (dir.), *Un Siècle de radicalisme*, Paris, Seuil, 2005, p. 142

⁹ *Ibid.*, p. 143

l'automne 1945 à l'élimination de « tous les partis qui n'ont par renouvelé leurs cadres et leur doctrine, [dont] l'antique parti radical-socialiste »¹⁰, et l'hebdomadaire satirique *Guignol*, soutien habituel d'Herriot et des radicaux, résume ainsi le fossé qui sépare le parti d'électeurs aspirant au changement : « Soixante-dix ans de références. Un programme absolument intact. Toujours le même, hier, aujourd'hui, demain »¹¹. Cette inadéquation aux attentes de l'électorat est confirmée par la déroute du « non » au référendum d'octobre 1945.

Herriot est pourtant relativement épargné par ces critiques, preuve du statut particulier qu'il conserve à Lyon. Les services préfectoraux notent que, si le parti radical fut la cible d'attaques virulentes de la part des candidats issus de la Résistance, « seul le président Herriot trouva grâce devant ces accusateurs »¹². Le journal *Guignol*, s'il ne ménage guère les hommes de la Troisième, prend ainsi la défense d'Herriot, dont l'honnêteté ne saurait être mise en doute. Si Daladier et Paul Reynaud ont « beaucoup à se faire pardonner [...], de tels reproches [...] ne pourraient être faits à Edouard Herriot dont on peut seulement regretter qu'il n'ait pas su discerner à temps que la comédie de l'Assemblée nationale, en juillet 1940, avait surtout pour but de renverser la République »¹³. On reproche en effet à Herriot son rôle pendant la guerre : son abstention le 10 juillet 1940, dont il doit se justifier à plusieurs reprises, mais aussi son refus de s'engager dans une résistance « active », ou encore les négociations avec Laval en 1944¹⁴. Le Colonel Jonage l'accuse ainsi de n'avoir pas « songé d'abord à tenir haut et ferme le flambeau de la République »¹⁵ en s'abstenant. Si par la suite, ses nombreuses protestations en tant que président de la Chambre des députés lui valent d'être emprisonné, c'est « en ménage dans une villa » pendant que « les résistants déportés mourraient des tortures infligées par les boches »¹⁶. C'est encore une fois *Guignol* qui prend sa défense dès juin 1945 en expliquant, au terme d'un article sur sa visite à de Gaulle et sa bonne santé retrouvée après une captivité éprouvante, qu'Herriot « a « résisté » de toutes les façons »¹⁷.

¹⁰ ADR, 437W24, chemise 6 : « notes des R.G. »

¹¹ Jean de la DEMI-LUNE, « La grande parade », *Guignol*, 17 octobre 1945, p. 2

¹² ADR, 437W24, chemise « Notes sur la situation des partis avant les élections », note 11.953 du 16 octobre 1945

¹³ Jean de la DEMI-LUNE, « Le retour des anciens », *Guignol*, 23 mai 1945, p. 2

¹⁴ En août 1944, Laval vient chercher Herriot dans sa prison nancéienne et lui propose, avec l'appui d'Abetz, de convoquer les chambres suspendues en 1940 et de former un gouvernement de transition. En échange, le collaborationniste demande à pouvoir quitter le pays libre. Après avoir feint d'accepter et de négocier, Herriot, qui espérait l'arrivée de l'armée de Libération, refuse finalement et est déporté en Allemagne.

¹⁵ ADR, 437W24, chemise « Notes sur la situation des partis avant les élections », note 12.092 du 18 octobre 1945

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Jean GUIGNOL, « Edouard chez de Gaulle », *Guignol*, 6 juin 1945, p. 1

Si le prestige et le statut de symbole d'Herriot en font une cible facile, ils contribuent donc aussi à le protéger des attaques. Lyon semble défendre son maire, à l'image de *Guignol*, véritable institution locale. Il est même le parrain du Mouvement unifié de la Résistance française, preuve d'un prestige intact y compris chez les Résistants qui, à l'exception du colonel Jonage, hésitent à l'attaquer. En outre, si deux listes « résistantes » s'affrontent en avril 1945, c'est que ces mouvements sont nombreux et souvent divisés¹⁸. La préfecture du Rhône note ainsi fin 1945 que les adhérents d'un M.U.R.F. « en décomposition », alors qu'il était l'un des plus importants lors de sa création, « suivent pour la plupart les directives de leurs partis propres »¹⁹. A l'exception du M.R.P., les partis de la Résistance ont en fait une carrière éphémère. Comme le note Henri Rousso, « le citoyen d'après-guerre tient à l'image rassurante d'une France résistante, mais le désir d'un retour à la normale et la volonté d'oublier [...] l'Occupation empêchent toute consécration réelle »²⁰ de partis faisant trop explicitement référence au conflit. *A contrario*, Herriot bénéficie sans doute de ce désir de retour à la normale.

A son retour, Herriot doit aussi surmonter deux crises majeures au sein de son parti. Dès les municipales du printemps 1945, alors qu'il est encore prisonnier, les premières tensions apparaissent au sein du parti radical, entre Justin Godart, maire intérimaire, et les herriotistes. Si le premier est pour « la reconduction du Conseil existant », nommé à la Libération, où les radicaux sont alliés à divers groupes résistants, les seconds veulent « aller à la bataille avec le drapeau du Parti »²¹. Godart l'emporte, permettant la réélection d'Herriot en son absence, mais les radicaux sont minoritaires à la mairie et sortent divisés du scrutin.

A l'approche des élections générales, Godart reste, contrairement à Herriot, partisan d'une large alliance résistante, et cherche à se faire élire député. Candidat à l'investiture radicale dans les deux circonscriptions du Rhône, ce qui va à l'encontre des traditions du parti, il est ainsi forcé de retirer sa candidature à Lyon, où la présence d'Herriot compromet ses chances. Il est cependant trop tard : les militants lui reprochent « d'être un spécialiste des manœuvres

¹⁸ La plupart ne se considèrent d'ailleurs pas comme des partis et autorisent la double-appartenance.

¹⁹ ADR, 437W24, chemise « Notes sur la situation des partis avant les élections », note 11.459 du 16 octobre 1945

²⁰ *Op. cit.*, p. 34

²¹ ADR, 437W32, chemise « Rapports au Ministère », rapport 3 475 du préfet au ministre de l'Intérieur, 5 juin 1946

politiques à son profit personnel »²², et lui refusent l'investiture. Trois jours plus tard, il envoie à Herriot sa lettre de démission du parti, s'en prenant à la « cuisine des comités », rappelant Munich, et reprochant à Herriot d'avoir abdiqué son autorité et sa droiture²³. La réponse cinglante d'Herriot – « [votre lettre] gagnerait en autorité si elle avait été écrite la veille de votre échec et non le lendemain »²⁴ – marque la rupture avec Godart, et la fin à l'alliance qu'il avait conclue avec les mouvements résistants.

Le même congrès radical du 5 octobre 1945 voit éclater une seconde crise, avec la relégation à une position non éligible du fidèle lieutenant d'Herriot, Jules Julien. Mais là encore, les militants apportent leur soutien au maire de Lyon, jugeant que les délégués n'ont « pas agi de manière opportune »²⁵. Julien retrouve sa place sur les listes dès le scrutin de juin 1946, ce qui n'est pas anodin : Herriot a refusé l'offre d'alliance de l'U.D.S.R., qui exigeait la deuxième place²⁶, affirmant une fois de plus sa volonté d'indépendance vis-à-vis des « Résistants ».

Fin 1945, Herriot a donc surmonté les critiques des mouvements issus de la Résistance et repris en main la section radicale du Rhône. Il peut dès lors entreprendre la reconquête réelle de la mairie, où les radicaux demeurent minoritaires. Jusqu'aux élections municipales d'octobre 1947, il affirme ainsi sa centralité sur l'échiquier politique lyonnais.

Avec le départ de Justin Godart, proche des socialistes et des communistes, Herriot semble même un temps rompre avec la gauche. Le Rassemblement des gauches républicaines (R.G.R.), qui voit le parti radical s'allier au printemps 1945 à l'U.D.S.R., mais aussi aux radicaux indépendants, proches de la droite modérée, et à la Réconciliation Française, héritière du P.S.F., peut ainsi laisser croire à un basculement à droite. Lors des référendums de 1946, R.G.R. et modérés donnent les mêmes consignes. De plus, Bernard Giroux souligne qu'alors qu'en 1936, les radicaux emportaient à Lyon une moyenne de 20,6 % des voix dans les bureaux classés à droite et 35 % dans les bureaux classés à gauche, la tendance s'inverse

²² ADR, 437W24, chemise « Notes sur la situation des partis avant les élections », note 11.557 du 9 octobre 1945

²³ *Ibid.*, annexe de la note 11.557 du 9 octobre 1945. La lettre et la réponse d'Herriot sont reproduites en annexe II.

²⁴ *Ibid.*, note 11.626 du 10 octobre 1945

²⁵ *Ibid.*, note 11.563 du 9 octobre 1945

²⁶ ADR, 437W32, chemise « Déclarations de candidature », note 8 221 du 17 mai 1946

lors des législatives du 10 novembre 1946, avec respectivement 31,2 % et 23 %²⁷. Pourtant, l'hypothèse d'un « passage définitif [...] des radicaux à droite », déjà contestée par René Rémond²⁸, est infirmée à Lyon par l'action d'Herriot, qui se démarque régulièrement de la droite modérée et du R.G.R.

Le choix d'une liste radicale indépendante en juin 1946 prouve qu'il n'est guère attaché au R.G.R., dont la création suscite, selon Eric Duhamel, « des réserves de la part des radicaux « progressistes » [...] rassemblés autour d'Edouard Herriot, [qui] n'entendait pas donner sa fille à n'importe qui »²⁹ et préférerait l'isolement à une alliance contre-nature. Il semble ainsi qu'Herriot perçoive le risque de glissement à droite et cherche à s'en prémunir. Le 13 avril 1946, il déclare dans *Le Démocrate* : « Je conçois le rassemblement, mais [...] avec des partis qui soient nettement de gauche »³⁰. Ainsi, s'il ne s'oppose pas à l'appel à voter pour les radicaux de l'Alliance démocratique³¹, le maire de Lyon affirme dans le programme du R.G.R. pour les élections du 2 juin 1946 s'opposer « nettement, expressément au M.R.P., au P.R.L. » et n'avoir « pas, avec ces partis, le moindre lien »³². Les radicaux lyonnais, derrière Herriot, restent donc ancrés à gauche, même s'ils demeurent plus proches du centre que de l'extrême, en bons représentants d'une identité politique lyonnaise modérée dont leur leader est le symbole vivant³³. Incarnation de la lyonnitude³⁴ en politique, Herriot prend d'ailleurs lors de la campagne la défense des libertés communales, au cœur de l'identité politique lyonnaise depuis le XIX^e siècle³⁵, expliquant qu'on a « nationalisé jusqu'aux communes » et demandant plus d'autonomie. Les deux principaux quotidiens locaux ne manquent pas de louer cette intervention³⁶. Malgré la participation de la droite modérée à la liste gaullistes du R.P.F. aux municipales de 1947, Herriot conserve donc une grande popularité dans les milieux centristes, comme en témoigne la bienveillance de *L'Echo du Sud-Est*, quotidien de la droite modérée, qui lui réserve un traitement équivalent à celui de la liste R.P.F. Représenté

²⁷ Bernard GIROUX, *op. cit.*, p. 126

²⁸ René REMOND, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1985, p. 306-307

²⁹ Eric DUHAMEL, « Le Rassemblement comme rassemblement », *Recherches contemporaines*, numéro 5, Paris, Université Paris X-Nanterre, 1998-1999, p. 290

³⁰ Edouard HERRIOT, « L'appel du Président Herriot au peuple de France », *Le Démocrate*, 13 avril 1946, p. 1

³¹ ADR, 437W32, chemise 5 : « R.G. », note 8.334 du 20 mai 1946

³² *Ibid.*, note 8.748 du 25 mai 1946

³³ Bruno BENOIT, *L'Identité politique de Lyon...*, *op. cit.*

³⁴ Bruno BENOIT, *La Lyonnitude : dictionnaire historique et critique*, Lyon, Editions Lyonnaises d'art et d'histoire, 2000, 141 pages

³⁵ Bruno BENOIT, *L'Identité politique de Lyon...*, *op. cit.*

³⁶ « M. Edouard Herriot rend compte de son mandat », *L'Echo du Sud-Est*, 10 octobre 1947, p. 3 et « M. Herriot ouvre la campagne électorale par un compte rendu de mandat », *Le Progrès*, 10 octobre 1947, p. 3

en arbitre de la vie politique française par *Guignol*³⁷, Herriot apparaît, y compris aux yeux du patronat lyonnais, comme « le Champion de la mesure »³⁸.

Au début de la campagne, le maire sortant ne semble pourtant pas réussir cette « coalescence des centres »³⁹ dont Bruno Benoit fait la clé de son succès à Lyon. Si les modérés de la liste R.P.F. le ménagent, préférant s'en prendre aux communistes, Herriot critique ces candidats qui soutiennent le projet gaulliste. C'est néanmoins sa position centrale qui lui permet de conserver la mairie, après ce que ses adversaires interprètent comme une défaite historique face au sénateur et ancien résistant André Lassagne, qui emporte 64 682 voix, contre 55 240 à Herriot. La Liste R.P.F. obtient ainsi vingt-trois sièges, les radicaux, seize, les communistes, treize, et le M.R.P., six. Malgré tout, Herriot garde la main : aucun de ses adversaires n'étant en mesure de réunir les trente voix requises, le maire sortant annonce le 22 octobre son intention de ne pas se représenter, ne pouvant « accepter d'être élu que par une majorité hostile à tout pouvoir personnel et à toute dictature »⁴⁰. Il ferme donc explicitement la porte au R.P.F., qui lui propose de conserver son siège en échange d'un partage des postes d'adjoints, et aux communistes d'Airoldi – *Guignol* représente le 5 novembre 1947 Lassagne et Airoldi sous les traits de deux prostituées aguichant en vain « l'Edouard »⁴¹. Le risque de blocage force les extrêmes à l'abstention lors de l'élection du maire et des adjoints, et Herriot est ainsi réélu à l'unanimité des suffrages exprimés, par vingt-deux voix et trente-six bulletins blancs. Il se prémunit en outre contre le risque de blocage en ménageant les huit modérés élus sur la liste R.P.F., qui obtiennent un adjoint et le poste de rapporteur du budget.

La reconquête de Lyon par Herriot entre 1945 et 1947 met donc en lumière deux aspects essentiels de l'herriotisme. D'une part, elle démontre le statut particulier dont bénéficie Herriot à Lyon, qui lui permet d'échapper dans une large mesure aux critiques qui frappent à la Libération les hommes de la III^e République, régime qu'incarne pourtant plus que tout autre l'ancien président de la Chambre. D'autre part, cette reconquête marque un tournant, l'édile lyonnais affirmant un centralisme qui caractérise ses dix dernières années de mairie, période où la coalescence des centres évoquée par Bruno Benoit atteint son paroxysme. Plus que

³⁷ Voir par exemple « Le match Bidault-Thorez », avec Herriot en arbitre de boxe, en une du numéro du 18 décembre 1946.

³⁸ ADR, 437W32, chemise 5 : « R.G. », note 9.000 du 30 mai 1946

³⁹ Bruno BENOIT et Rolland SAUSSAC, *Histoire de Lyon*, Brignais, Ed. des Traboules, 2001, p. 232

⁴⁰ « M. Herriot sera-t-il réélu maire de Lyon à l'unanimité dès le premier tour ? », *Le Progrès*, 23 octobre 1947, p. 2

⁴¹ Jean GUIGNOL, « Pas pour vous ce gros bébé-là ! », *Guignol*, 5 novembre 1947, p. 1-2

jamais homme de la synthèse lyonnaise et incarnation de l'identité modérée de Lyon, Herriot entérine ainsi définitivement l'union des modérés de la capitale des Gaules en adoubant en 1953, à l'aube de son dernier mandat, un premier adjoint issu du patronat lyonnais, héros de la Résistance et élu sous les couleurs du Centre des indépendants et paysans, Pierre Montel.